



Westminster & City News

NUMÉRO 30

Du 24 au 30 juillet 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Les ventes au détail ont augmenté de 13,9 % en juin, au-dessus du consensus à 8,3 % – En glissement annuel, cela correspond à un recul de 1,6 %, une nette amélioration par rapport à la contraction de 12,9 % en mai. Le volume des ventes au détail a dépassé son niveau pré-covid de 2,4 %, reflétant un effet de rattrapage de la consommation des ménages. Les ventes de biens durables ont notamment augmenté de 46,8 % en juin, bénéficiant également d'une réallocation des dépenses de services qui restaient majoritairement non disponibles en raison des mesures de distanciation. Les ventes au détail ne représentent cependant que 31 % des dépenses totales des ménages, et ces tendances ne permettent pas d'anticiper une reprise vigoureuse de la demande. De fait, les mesures de dépenses totales des ménages calculées par VISA et Barclaycard se sont contractées en juin de 6,5 % et 14,5 % respectivement, par rapport à l'année dernière.

93 % des entreprises britanniques étaient en activité mi-juillet – Selon la dernière enquête de l'ONS, deux pour cent des entreprises qui n'ont pas repris leur activité ont l'intention de le faire dans les quinze prochains jours, et 5 % ont l'intention de rester fermées. Parmi les entreprises en activité, 17 % de la main d'œuvre reste au chômage partiel, avec une part plus importante dans les secteurs des arts et divertissements (47 %) et de l'hôtellerie-restauration (43 %). 57 % des entreprises en activité ont indiqué que leurs profits avaient diminué en raison du Covid-19, dont 15 % de plus de moitié, alors que 11 % de ces entreprises indiquaient au contraire une augmentation de leurs profits. Les coûts d'exploitation auraient augmenté pour 74 % des entreprises interrogées.

Les liquidités des entreprises non-financières ont crû de 7,8 Mds£ en juin – Cela correspond à une augmentation de 23,2 % en juin en glissement annuel, reflétant en partie les effets du moratoire accordé sur le paiement de la TVA au T2 2020 et sur le paiement des loyers depuis le début de la crise. Les emprunts ont contribué à la hausse nette de la liquidité à hauteur de 10,7 Mds£ en juin, dont la part la plus importante provient du dispositif de prêts garantis aux PME *Bounce Back Loans* (+ 17,4 Mds£ en juin). La liquidité accumulée devrait toutefois se contracter au cours des douze prochains mois, lorsque les entreprises devront faire face à différentes échéances : suppression du dispositif de chômage partiel fin octobre, paiement des retards de loyers, de la TVA en mars 2021 et remboursement des prêts garantis à partir du T2 2021. Ainsi, selon l'ONS, 45 % des entreprises britanniques disposeraient de moins de six mois de liquidités, une proportion qui augmente à 62 % dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, 58 % dans les arts et divertissements, et 55 % dans la construction. L'incertitude entourant la reprise de la demande et la possibilité d'une deuxième vague devraient accentuer les contraintes pesant sur les décisions d'investissements à court-terme.

Le Trésor réfléchit à une nouvelle taxe sur les biens vendus en ligne – Avec la fin du dispositif de chômage partiel en octobre et du moratoire sur le paiement de la taxe professionnelle (*business rate*) en mars 2021, les secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie s'inquiètent de devoir s'acquitter de taxes basées sur des loyers valorisés avant la crise. Face à ces préoccupations, le Trésor envisagerait de remplacer le *business rate* par une taxe basée sur la valeur foncière des terrains et des bâtiments afférents, et qui serait acquittée par le propriétaire du bien et non plus par l'entreprise locataire. Une [consultation](#) est ouverte sur le sujet jusqu'au 18 septembre. Par ailleurs, il examine la possibilité d'introduire une taxe additionnelle sur les ventes en ligne pour servir un objectif d'équité entre les commerçants, alors que les magasins physiques doivent généralement faire face à des coûts fixes proportionnellement plus élevés, particulièrement en centre-ville, et sont directement affectés par les nouveaux comportements de consommation accentués par la crise sanitaire.

POLITIQUE COMMERCIALE

Le gouvernement britannique poursuit des discussions avec l'Inde et l'Indonésie en vue de l'ouverture prochaine de négociations commerciales – Alors que la 14^{ème} rencontre du *India-UK Joint Economic and Trade Committee* (JETCO) s'est clôturée vendredi 24/07, Elizabeth Truss a déclaré que les parties s'étaient entretenues sur la manière de supprimer les obstacles au commerce et sur « un éventuel futur accord de libre-échange » entre Londres et Delhi. Dans un communiqué conjoint, le Royaume-Uni et l'Inde ont réaffirmé leur engagement à « faciliter les échanges bilatéraux », à éliminer les barrières non-tarifaires et à établir un dialogue pour étudier un démantèlement des barrières tarifaires. Le *Department for International Trade* (DIT) s'est également entretenu avec le ministère au commerce indonésien dans le cadre du deuxième cycle de discussions du *UK-Indonesia Joint Trade Review*. Le DIT a déclaré que cette réunion avait donné lieu à des discussions sur « les possibilités de stimuler le commerce et les investissements bilatéraux ».

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

La BoE souhaite favoriser l'émission d'actions par les entreprises non cotées – Dans un [discours](#), le directeur de la BoE pour la stabilité financière, A. Brazier, a noté que l'endettement massif des entreprises durant la crise du Covid-19 risquait de peser sur l'investissement et le recrutement lors de la phase de relance. Dans ce contexte, le financement via l'émission d'actions (« *equity financing* ») permettrait aux entreprises non cotées de rembourser leurs dettes et d'assainir leurs bilans. Si ce type de financement est aujourd'hui peu populaire auprès des dirigeants de PME, le gouvernement pourrait réfléchir à des mesures, notamment fiscales, pour favoriser l'émission d'actions. Le gouvernement a également demandé à la BoE d'envisager des réformes réglementaires afin d'encourager les investisseurs institutionnels à monter en capital d'entreprises non cotées. Pour ce faire, A. Brazier a noté que les réformes prévues autour des fonds d'investissements dits « ouverts » (« *open-ended funds* »), principalement axés sur l'immobilier et le crédit, pourraient réorienter les ressources des investisseurs dans des fonds moins liquides d'actions d'entreprises.

Le HMT et le secteur bancaire sont en discussions concernant le traitement des dettes des TPE-PME – Alors que plus d'un million de TPE-PME britanniques ont jusqu'à maintenant emprunté 33 Md£ à travers le dispositif *Bounce Back Loans* (BBLs, prêts à hauteur de 50 000 £ garantis à 100 % par l'État), l'OBR a estimé que 40 % des prêts pourraient ne pas être remboursés. Le HMT et le secteur bancaire réfléchissent donc à des mécanismes pour permettre aux entreprises en difficulté de rembourser leurs dettes, ainsi qu'à une approche standardisée pour traiter la potentielle vague de défauts de paiements. Les banques, mises sous forte pression par le gouvernement pour prêter aux entreprises rapidement et massivement, ont proposé l'instauration d'une structure de défaillance publique pour traiter ces prêts. Le HMT, peu enclin à devenir le gestionnaire principal de ces dettes, s'est pour l'instant montré défavorable

à cette proposition. Comme le note le *Financial Times*, R. Sunak n'a pas intérêt à laisser présager un potentiel assouplissement des conditions de remboursement des BBLs alors que le dispositif est encore accessible (jusqu'au 4 novembre 2020).

Le recours aux moratoires pourrait *in fine* affecter la capacité des particuliers à emprunter – Dès mars, le secteur bancaire et la FCA étaient convenus que le recours aux divers moratoires sur les remboursements (prêt à l'habitat, prêt personnel, prêt auto...) n'aurait pas d'impact sur l'historique (« score ») de crédit des particuliers. Ce n'est que fin mai que la FCA a indiqué sur son site internet que la décision de souscrire à un moratoire, si elle n'affecterait pas techniquement le *score* de crédit, pourrait néanmoins être prise en compte par les banques en cas de demande de nouveau prêt. Environ 2 millions de particuliers ont donc demandé un moratoire sans avoir conscience de leur potentiel impact sur leur future capacité à emprunter. Selon l'association de protection des consommateurs *Consumer Finance Association*, la communication trompeuse de la FCA pourrait à terme empêcher certaines personnes d'accéder au crédit. Un député travailliste membre du comité parlementaire *Treasury Select Committee* a écrit à R. Sunak en lui demandant de clarifier les répercussions des moratoires sur les particuliers.

Le *National Employment Saving Trust* s'engage à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 – Le Nest, régime public de retraites professionnelles de près de 12Mds£, constitue le pilier du système de retraite professionnelle britannique (il est quasi-obligatoire). L'organisme a **déclaré** qu'il se désinvestirait des entreprises impliquées dans le charbon thermique, les sables bitumineux et le forage arctique dans un délai de cinq ans. Plus largement, Nest va s'engager dans une vaste opération de transfert de tous ses investissements en actions dans des fonds dits « climatiquement responsables », pour un montant de 5,5 Mds£. Cet objectif déclaré de neutralité carbone est significatif dans le cadre du plan de relance verte du gouvernement à la suite de la crise du Covid-19 et répond aux attentes des consommateurs qui, selon un récent sondage, seraient 65 % à accepter que leur propre pension soit investie dans des projets à faible impact sur le changement climatique. Le NEST, créé en 2011, compte 9 millions de membres, soit plus d'un quart de l'ensemble de la population active.

BANQUES & ASSURANCES

Les banques affichent des résultats trimestriels en fort repli tandis que les provisions s'alourdissent – **Lloyds** a affiché une perte avant impôt de 676 M£ au T2 2020 (bénéfice avant impôt de 1,3 Md£ au T2 2019). Cette contre-performance est à rapprocher de la hausse des provisions pour pertes de crédit, qui ont atteint 2,4 Md£ au T2 2020 (1,4 Md£ au trimestre précédent). Pour sa part, la banque **Barclays** a présenté un modeste bénéfice net de 90 M£, soit une baisse de 90 % en glissement annuel (1 034 Mds£ au T2 2019), tout en enregistrant des provisions supplémentaires de 1,6 Md£ après 2,1 Mds£ au trimestre précédent. Les résultats de RBS/NatWest et HSBC sont attendus dans les prochains jours. Les provisions devront continuer à peser sur les résultats bancaires au moyen-terme : en effet, les risques de défaut sont susceptibles de se matérialiser dès l'automne à mesure que les dispositifs de soutien aux entreprises et aux ménages (chômage partiel, PGE, moratoires...) seront graduellement levés. A noter également la dépréciation comptable de la filiale britannique de **Banco Santander** (-6 Mds€ pour Santander UK), ce qui n'affecte toutefois pas « l'importance stratégique » du marché britannique, selon le directeur financier du groupe.

Lloyd's of London a développé un nouveau produit d'assurance pour un potentiel vaccin contre la Covid-19 – Le « Syndicat 1796 » mettra en commun les ressources de plusieurs entreprises afin d'assurer collectivement les risques associés au stockage et la distribution d'un potentiel vaccin contre la Covid-19 dans les pays à faible niveau de revenu. Ce produit sera proposé aux agents d'approvisionnement, aux entreprises de logistique, et aux services publics de santé chargés de la distribution du vaccin dans ces pays. Cette couverture est le premier produit annoncé dans le cadre du programme *Global Health Risk Facility* de Lloyd's of London.

Le gouvernement envisage la création d'une nouvelle banque d'investissement – Le RU, qui va perdre son statut de membre de la Banque européenne d'investissement après le Brexit, souhaite la mise en place d'un nouveau prêteur public dont la mission sera d'accélérer la modernisation des infrastructures britanniques. Établie hors de Londres, cette banque reprendra en partie les missions de la BEI qui prêtait environ 8 Mds€ par an au RU pour des projets allant de « Crossrail » au logement social et à la construction de nouvelles écoles. Alors que le ministre de l'énergie a appelé à la création d'une nouvelle banque d'investissement verte et que le secrétaire d'État au commerce plaiderait pour une banque nationale de développement qui superviserait le financement des exportations, les marchés publics et le financement des PME, le Trésor aurait tranché en faveur d'un prêteur plus important qui intégrerait tous les types de prêts aux infrastructures. L'annonce doit avoir lieu lors de la présentation du budget d'automne.

HSBC se dote d'une division spécialisée sur les questions environnementales – Elle opérera via le réseau bancaire d'HSBC en Europe, aux Etats-Unis et en Asie, et sera chargée d'examiner les activités d'investissement de la banque à l'aune des produits d'obligations vertes pour lesquelles l'attrait des investisseurs est croissant. Cette division sera en lien avec toutes les succursales de la banque, quels que soient le secteur, produit ou zone géographique concernés. Ces derniers changements interviennent dans le cadre d'une vaste restructuration au sein d' HSBC qui doit entraîner la suppression de 35 000 emplois et d'environ 100 Mds\$ d'actifs pondérés en fonction des risques, principalement dans le secteur du négoce. Par ailleurs, HSBC s'est engagée à au moins doubler le nombre de personnes noires occupant des postes de direction d'ici 2025. Un comité de pilotage composé de dirigeants noirs et d'employés de différentes origines ethniques doit superviser un programme mondial d'inclusion ethnique nouvellement créé par la banque.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernout

Version du 30 juillet 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-1,5%	1,2%
PIB en glissement trimestriel		-2,0%	0,1%
PIB par habitant		-2,1%	0,0%
Inflation (IPC)		1,7%	2,3%
Evolution de la demande		-1,0%	0,0%
	Consommation	-1,7%	0,1%
	Dépenses publiques	-2,6%	0,2%
	Exportations (B&S)	-10,8%	0,3%
	Importations (B&S)	-5,3%	0,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-1,7%	-0,3%
	Secteur de la construction	-2,6%	0,0%
	Secteur des services	-1,9%	0,2%
Parmi les services	Finance et assurances	0,0%	-0,4%
	Ventes au détail	-1,7%	0,4%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,1%
Taux d'emploi		76,6%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	31,4	32,0
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5% (T4 2019)	0,0%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	0,0%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	-0,4%	0,2%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	0,0%	0,0%
Taux d'épargne des ménages		6,2% (T4 2019)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-2,5%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	93,5%	83,6%
Investissement public net	-2,2%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante	-2,1%	-4,3%
Balance des B&S	-0,4%	-1,4%
Balance des biens	-4,9%	-6,5%
Balance des services	4,5%	5,1%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,16
	GBP/USD	1,28
		1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.